

ment du cancer. Je désire de tout cœur que le Gouvernement encourage le plus possible toutes les recherches qui ont pour but de trouver une façon de guérir cette maladie. Je ne suis pas d'accord avec l'honorable député de Renfrew-Sud (M. McCann). Je sais qu'il y a deux courants d'opinion sur ce sujet. Il y a d'une part les vieux médecins irréductibles,— et Dieu merci, tous les médecins ne sont pas de cette catégorie,—qui n'ont confiance que dans le traitement chirurgical ou radiologique. Si l'on étudiait cette question à fond, je suis sûr que l'on pourrait dresser des statistiques démontrant que cette méthode n'a pas donné de très heureux résultats. Les renseignements que nous a communiqués cet après-midi l'honorable député de Portage-la-Prairie m'ont complètement convaincu et je crois que le Gouvernement serait amplement justifiable de faire de nouvelles recherches.

Avant d'aborder un autre point, je tiens à dire qu'il y a plusieurs méthodes de traitement du cancer. Je ne suis pas médecin mais d'après mes connaissances générales dans ce domaine, j'ai l'impression que plusieurs modes de traitement, autres que la chirurgie et les rayons X, se sont avérés efficaces. Je n'ai jamais eu connaissance d'un seul cas de guérison complète à la suite d'une intervention chirurgicale, mais je connais plusieurs personnes qui ont été guéries par d'autres moyens. Il y a un an, je me trouvais à Calgary et je reçus la visite d'un groupe de gens à l'hôtel Palliser. Ces personnes s'intéressaient vivement au traitement du cancer. Si j'ai bonne mémoire, ce groupe se composait d'environ vingt ou vingt-cinq personnes dont la plupart avaient souffert de cancer et dont une ou deux souffraient également du goître. Dans chaque cas, les médecins avaient recommandé l'opération, même pour ceux qui souffraient du goître. Je me souviens très bien d'un cas en particulier; on n'accordait pas plus de deux mois de vie au malade en cause. Chacune de ces personnes me déclara qu'elle avait été guérie, non pas cependant, grâce au traitement dont a parlé cet après-midi l'honorable député de Portage-la-Prairie. Ces gens avaient été soignés par le docteur Arnott, domicilié en Ontario. Ce médecin s'est adressé au Gouvernement et au conseil des recherches pour demander qu'on l'aide à généraliser sa méthode de traitement mais il a reçu le même accueil que celui que l'on avait réservé au docteur Davidson, ainsi que l'a dit cet après-midi l'honorable député de Portage-la-Prairie. Cela n'est pas bien et n'assure pas le meilleur traitement médical à notre population. Il y en a qui sont des charlatans,—je n'ai pas le moindre doute là-dessus. Mais après avoir examiné cent cas

qui ne valent rien, le 101ème cas justifiera peut-être les dépenses encourues.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que tous nos services de santé peuvent être dirigés efficacement par des médecins. Nous commettrions une erreur si nous excluons de ce nouveau ministère tous ceux qui ne sont pas médecins. Le comité de la sécurité sociale, qui a étudié la question de la santé publique, a entendu un certain Dr Davidson, je crois...

L'hon. M. MACKENZIE: Oui, le président du Conseil du bien-être de l'enfance.

M. JOHNSTON (Bow-River): Oui. Il n'est pas docteur en médecine, mais j'ose dire qu'il possède, en matière de santé publique, plus de connaissances que 99 p. 100 des médecins. Il a présenté au comité un travail excellent, un travail dont tous ont retiré les plus grands avantages. Des hommes comme celui-là méritent qu'on s'occupe d'eux.

Si le ministre à qui sera confié le nouveau département peut s'assurer les services d'hommes de cette valeur, qu'ils soient médecins ou non, son ministère n'aura pas été établi en vain.

Le premier ministre (M. Mackenzie King) a mentionné, cet après-midi, la tenue d'une conférence avec les provinces. Il se peut que le besoin d'une telle conférence soit urgent. En tout cas, je crois qu'elle donnerait de bons résultats. On a déjà eu une conférence des ministres et des sous-ministres des départements provinciaux de l'hygiène publique; ils sont venus à Ottawa rencontrer, au cours des deux dernières semaines, les hauts fonctionnaires du ministère fédéral de la Santé. Le Gouvernement n'a pas à craindre l'opposition des provinces en matière d'hygiène publique. Presque chaque fois que les directeurs des services provinciaux d'hygiène publique ont conféré avec les hauts fonctionnaires fédéraux, ils ont manifesté le désir d'instituer les mesures de santé publique les plus vastes possibles. Le seul obstacle fut la question financière. Ils voulaient accroître les services de santé, mais on leur répondait invariablement que cela coûterait trop cher, qu'on n'avait pas l'argent voulu et que le gouvernement fédéral devrait fournir les fonds nécessaires. C'est là une autre question, mais question inévitable, qu'aura à résoudre le nouveau ministère. La même observation s'applique au ministère de la Reconstruction qu'on vient d'établir. La question de savoir où trouver l'argent dont on aura besoin comptera parmi les plus importantes. Le Gouvernement devra trouver la solution de ce problème, s'il tient à accorder au pays le bien-être social dont il aura besoin.

Je reconnais que les allocations familiales constituent un pas dans la bonne voie, mais